

2079-CIOP

(1) Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à l'exercice d'une option, lorsque l'entreprise qui exploite l'investissement réalise un chiffre d'affaires inférieur à 20 millions d'euros pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à 10 millions d'euros pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu. Le chiffre d'affaires à retenir s'entend de la somme de celui de l'entreprise et de l'ensemble des entreprises qui lui sont liées au sens du 12 de l'article 39 du CGI. L'option est formalisée avec la déclaration de résultats de l'exercice au cours duquel l'investissement a été mis en service ou mis à disposition (V de l'article 244 quater W du CGI).

(2) Le taux du crédit d'impôt reporté en lignes 2 et 8 est déterminé selon que l'entreprise est soumise à l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés et en fonction de la localisation de l'investissement (cf. détail du taux ligne 2 du présent tableau).

Par ailleurs, la loi de finances pour 2023 a ouvert le bénéfice du crédit d'impôt en faveur des investissements consistant en l'acquisition d'un navire de pêche à La Réunion, d'une longueur hors tout comprise entre 12 et 40 mètres. Le taux du crédit d'impôt est fixé, pour les navires d'une longueur hors tout supérieure ou égale à 12 mètres et inférieure à 24 mètres, à 38,25 % pour les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu et à 35 % pour celles relevant de l'impôt sur les sociétés. Pour les navires de pêche d'une longueur hors tout supérieure ou égale à 24 mètres et inférieure ou égale à 40 mètres, le taux du crédit d'impôt est fixé à 25 %, quel que soit l'impôt auquel l'entreprise exploitante est soumise. Cette disposition entre en vigueur à compter d'une date fixée par décret, qui ne peut être postérieure de plus de six mois à la date de réception par le Gouvernement de la réponse de la Commission européenne permettant de considérer le dispositif lui ayant été notifié comme conforme au droit de l'Union européenne en matière d'aides d'État.

(3) L'assiette éligible est égale, pour les navires de croisière d'une capacité maximale de 400 passagers, à 20 % du coût de revient, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition et les frais de transport de ces navires, diminuée du montant des aides publiques accordées pour leur financement et, lorsque l'investissement a pour objet de remplacer un investissement ayant bénéficié de l'un des dispositifs définis aux articles 199 undecies B ou 217 undecies ou 244 quater W du CGI, de la valeur réelle de l'investissement remplacé.

(4) Calculé sur le montant prévisionnel du prix de revient

(5) Calculé sur le montant définitif du prix de revient